

**Sénégal - Paix et sécurité -
Cybersécurité - Climat - Discours de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
lors de la 4e édition du Forum de
Dakar**

(Dakar, 14 novembre 2017)

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs d'avoir bien voulu me donner un temps de parole dans ce quatrième forum paix et sécurité. C'est pour moi une émotion de vous retrouver ici, puisque j'étais présent dès la première édition, à la suite des engagements du sommet Afrique-France de décembre 2013. Je vous rappelle que sur l'initiative du président Macky Sall, il avait été convenu d'organiser ce forum en Afrique. Nous avons fait en sorte qu'il ait lieu et qu'il reflète une grande densité que l'on a retrouvée au fur et à mesure des différentes éditions.

Je voudrais saluer tout particulièrement le CEIS qui est le bras armé de l'organisation, et le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité du Sénégal, qui sont les partenaires de ce forum.

Et puis, je voudrais vous rappeler quel était le point de départ : faire en sorte que ce forum ait une double vocation. D'abord, aboutir à ce qu'il y ait un creuset de réflexion, en Afrique, pour définir collectivement une pensée stratégique sur la sécurité et la paix en Afrique. C'est ce à quoi vous avez contribué au cours des forums précédents et c'est ce à quoi vous avez contribué singulièrement depuis le début de cette quatrième édition.

Et puis l'autre objectif - mais les deux objectifs sont liés - c'était de faire en sorte qu'il y ait l'apparition d'une culture de la sécurité commune au niveau africain. Que ce ne soit pas uniquement réservé aux chefs d'État lorsqu'ils se rencontrent, et que ce soit partagé à la fois par les politiques, les militaires, les industriels et la société civile.

Je crois que les deux buts sont atteints, même s'il va falloir poursuivre l'effort.

Cette année, cette rencontre prend une tournure particulière puisque nous allons avoir dans quelques jours à Abidjan le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne. Ce sera un événement, d'autant plus que pour la première fois, il y aura une déclaration d'intention, une sorte de feuille de route, liée à la paix et à la sécurité en Afrique, si bien que nous nous acheminons - et ce forum y aura sans doute servi à sa manière - vers un cadre de coopération tripartite entre l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations unies, puisque le Secrétaire

général assistera à cette rencontre à Abidjan. Ce qui montre les ambitions que nous avons collectivement et aussi l'enjeu sécuritaire qui est majeur pour le continent.

Il y a effectivement une urgence qui s'impose. Le rapport Kaberuka, qui a été exposé hier par le président Kagame, est le signe de cette prise de conscience. Il est le signe de la volonté africaine qu'à partir du moment où les pays africains s'engagent à prendre part - y compris financièrement - pour permettre aux opérations de paix africaines de gagner en capacité d'action et de répondre plus rapidement et plus efficacement aux crises régionales, alors il importera que l'ensemble de la communauté internationale soit au rendez-vous. C'est en tout cas le message important que je tenais à faire passer, et qui est la base de ce partenariat à trois, de ce triptyque qui s'affirmera à Abidjan.

Je me souviens de la première édition, où il était dit que dans les opérations de maintien de la paix, il y a un déploiement important des forces des Nations unies, parmi lesquelles des contributions africaines significatives, mais que si l'on donnait aux Africains les moyens d'agir, ils le feraient sans doute mieux, sans doute plus efficacement, sans doute plus utilement. J'ai entendu ce discours de rénovation des dispositifs, de disponibilité des États africains pour agir. Il apparaît que le rapport Kaberuka va aussi dans ce sens. Moi, je serais tenté de dire, et c'est mon message central aujourd'hui : chiche ! Faisons-le. Faisons en sorte que la mobilisation africaine conduise à des opérations de maintien de la paix plus performantes, à un dynamisme plus fort et à de meilleurs résultats. Il y a une forme de disponibilité à cet égard.

Pour reprendre ce que disait ma collègue Florence Parly hier, il y a une opportunité, une sorte de laboratoire, d'opération pilote qui est disponible et qui concerne la force conjointe du G5 Sahel. Voilà un événement tout à fait nouveau. D'abord parce que cette force conjointe est le résultat d'une volonté affirmée des chefs d'État concernés, ils l'ont dit à plusieurs reprises, ensuite parce qu'elle dispose d'un mandat de l'Union africaine, endossé par le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, avec la volonté de lutter contre les groupes terroristes et les trafics dans le Sahel, en commençant par sécuriser les frontières ; et ensuite parce que le Conseil de sécurité a aussi donné son aval. J'ai eu l'occasion, il y a quelques jours de présider le Conseil de sécurité sur ce thème, et j'ai constaté un soutien politique réel et fort. Donc, tentons l'expérience et faisons ensemble la démonstration. Cela suppose, je l'ai bien entendu, qu'il y ait les moyens financiers nécessaires pour accompagner cette démarche novatrice, ce sera l'objet de la conférence de soutien du 14 décembre à Bruxelles. Mais déjà, des contributeurs - je pense à l'Union européenne - se sont identifiés et se sont signalés pour faire réussir l'opération. Et s'il s'agissait, finalement, d'un prolongement concret de nos réflexions engagées depuis la première rencontre ici en 2014, ce serait un aboutissement. Je le dis parce que, pour sa part, la France accorde à cette démarche une importance majeure et que, sans doute, cela peut contribuer à une rénovation des actions d'opérations africaines de paix sur l'ensemble du continent.

Bien évidemment, la paix et la sécurité ne se limitent pas au modèle d'intervention militaire. Même si la prise en compte par les Africains eux-mêmes de la sécurité des Africains est une avancée considérable - et ce saut qualitatif mérite une attention toute particulière - il n'empêche qu'il faut intégrer tout cela dans une stratégie globale. D'abord au niveau militaire et paramilitaire, il faut aussi s'attacher à un certain nombre de causes, et faire en sorte qu'il y ait les moyens de garantir un espace nouveau dans le rapport de force qui concerne l'espace numérique, et de faire en sorte que la cybersécurité soit prise en compte à bras-le-corps par les autorités africaines.

C'est sans doute un sujet que l'on n'aurait pas abordé de la même manière il y a quatre ans, il est maintenant d'actualité, et nous souhaitons que cet enjeu figure parmi les priorités du futur au niveau de l'Union africaine et de la prise de conscience de cette nécessité. C'est un espace sur lequel la souveraineté étatique doit pouvoir s'exercer, on le voit en Afrique comme ailleurs, lorsque la capacité des États à protéger leurs citoyens est vacante, lorsqu'il y a un vide laissé par les institutions, lorsque les capacités de protection sont insuffisantes, c'est à ce moment-là que les entreprises criminelles et terroristes pénètrent les espaces, et l'espace numérique est majeur.

C'est le deuxième message que je voulais vous passer aujourd'hui : la France, dans cet état d'esprit de l'urgence de la cybersécurité, souhaite installer une école nationale à vocation régionale dans le domaine de la cybersécurité ici à Dakar. Et je voudrais que cela se fasse dans les plus brefs délais. J'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec le président Macky Sall hier soir. Il s'agit d'un projet innovant, en vue de renforcer les capacités de nos partenaires africains dans la réponse aux menaces cyber, que ce soit la protection des réseaux, la réponse aux cyber-attaques, mais aussi la lutte contre la cybercriminalité et le terrorisme, qui sont des menaces tout à fait réelles qui ne sont pas limitées au monde européen ou au monde américain. On voit bien l'enjeu que cela représente, ici, pour Afrique. Nous allons mettre cela en oeuvre avec une dimension africaine affirmée, à partir du Sénégal. Cette mission va être diligentée très rapidement, et j'espère que lors du prochain forum, nous ferons le constat du caractère opératoire de cette école.

Il faut une réponse globale, je l'ai dit, ce qui signifie aussi que la sécurité maritime doit être prise en compte singulièrement pour lutter contre les trafics, notamment de drogue, mais aussi ceux liés aux richesses africaines qui peuvent s'évaporer par ce biais. J'ai assisté au sommet de Lomé il y a peu de temps. La prise de conscience africaine est très forte, il s'agit maintenant de la mettre en oeuvre et de vérifier, mois après mois, la bonne clarification des enjeux et surtout la bonne complémentarité des outils, c'est sans doute cela le plus délicat, faire en sorte que quel que soit le lieu maritime où les initiatives sont prises, il y ait une bonne synergie avec l'ensemble des postes qui ont été affectés à cela, singulièrement dans le golfe de Guinée.

Enfin, cela suppose aussi de faire en sorte que les capacités de développement soient prises en compte, car l'intervention militaire n'a pas de sens si parallèlement on ne s'attache pas aux causes. C'est pourquoi le président Macron a lancé le concept d'Alliance pour le Sahel qui doit être concomitant avec la mise en oeuvre de la force conjointe pour faire des propositions d'actions dont les retours doivent être beaucoup plus rapides que les actions de développement classiques. Pour, également, que l'ensemble des contributeurs - qui seront aussi mobilisés le 14 décembre à Bruxelles lors de cette réunion de planification - puisse agir ensemble et avoir des temps de retour identifiés et accélérés, à la fois dans le domaine de la formation mais aussi dans tous les domaines de développement qui sont aujourd'hui possibles en Afrique, singulièrement dans l'Afrique sahélienne. Cela concerne les cinq pays dits du G5 Sahel, cela concerne aussi, pour partie, le Sénégal, puisque le pays a une partie sahélienne non négligeable et qu'il n'est pas imaginable qu'il soit exclu de l'Alliance pour le Sahel, il s'agit d'un partenariat globalement sahélien. Nous allons le mettre en oeuvre et l'affirmer avec beaucoup de force lors du sommet d'Abidjan dans quelques jours.

Enfin, dernier message en ce qui me concerne, une réponse globale pour la paix et la sécurité

signifie aussi réponse globale à l'urgence climatique. Je suis allé ce matin à Saint-Louis, j'ai pu constater les enjeux, les crises, la gravité de la situation si le réchauffement climatique se poursuit de cette manière, certaines villes peuvent disparaître. L'action collective qui a été décidée par les Accords de Paris doit se poursuivre avec détermination, ce sera le cas lors du sommet de Paris du 12 décembre prochain, qui sera amené à vérifier la mise en oeuvre des Accords de Paris avec des exemples concrets, et ce sera aussi l'occasion d'affirmer la force que peut représenter l'Afrique dans ce défi que constitue la lutte contre le réchauffement climatique. Lors des Accords de Paris, il a été convenu que la force et la capacité que peuvent développer les territoires africains dans le développement des énergies renouvelables en particulier, doit être une priorité pour l'Afrique. Il a été décidé de mettre en oeuvre l'initiative africaine pour les énergies renouvelables, c'est un enjeu essentiel. Cet outil existe, il est constitutif de la dynamique paix et sécurité, il convient donc désormais de le mettre en pratique et de faire en sorte aussi, pourquoi pas, que dans les prochains forums, ce défi fasse partie de l'inventaire et des débats.

Voilà, Chers Amis, les cinq points majeurs que je voulais souligner, en réaffirmant que face aux enjeux, face aux risques migratoires, au risque terroriste et au risque climatique, il y a une réponse, qui doit être globale, intégrée et multidimensionnelle. Le forum de Dakar est le creuset où l'on peut réfléchir à tout cela pour permettre à l'Afrique d'aller vers l'avenir avec sérénité. C'est comme cela que je le perçois. Merci de votre attention./.